



Déclaration du SNUipp-FSU 91 à la CAPD du 21 novembre 2013

Après quatre années de gel du point d'indice, le pouvoir d'achat des enseignants ne cesse de se dégrader. L'augmentation du taux d'accès à la Hors-Classe ne concerne qu'une infime proportion de la profession. Le versement de l'ISAE de 400€ (200€ en novembre, 200€ en juin) sera loin de compenser les 15% de perte de pouvoir d'achat enregistrés suite au décrochage de la valeur du point d'indice d'avec l'inflation depuis 2000.

De plus, les salaires français sont très inférieurs à la moyenne OCDE alors que le temps de classe est un des plus importants. Le passage à 4 jours et demi engendre des frais supplémentaires (déplacement, garde d'enfants, etc).

Le chantier ministériel *métier* qui s'initie dès demain doit apporter des réponses rapides, concrètes, en termes de revalorisation salariale et d'allègement du temps de service devant élèves (21 heures devant élèves + 3 heures de travail en équipes dans un premier temps, 18 heures à terme). Le SNUipp-FSU revendique une cadence d'avancement au rythme le plus favorable pour tous. D'autres corps de l'Education Nationale l'ont obtenu. De même, nous demandons une refonte de la grille salariale qui permette à tous les enseignantEs de pouvoir accéder à l'indice correspondant au 7^{ème} échelon de la Hors-Classe.

La mobilisation des enseignants de l'Essonne a été forte. Depuis un an, le SNUipp-FSU 91 ne cesse de dire que la nécessaire réforme de l'école après des années de casse ne devait pas débuter par la réforme des rythmes, d'autres mesures étaient prioritaires (amélioration des conditions de travail, programmes, éducation prioritaire, éducation spécialisée avec notamment la reconstruction des RASED, direction d'école, ...). Cette réforme des rythmes insatisfaisante, déportée sur le périscolaire, jette le trouble dans les écoles. En conséquence, le SNUipp-FSU demande qu'il n'y ait pas de généralisation à la rentrée prochaine. Dès maintenant, la réforme doit être suspendue et des discussions doivent s'ouvrir immédiatement pour écrire un nouveau décret. Le SNUipp-FSU exige une remise à plat partout où les Conseils d'Ecole le demandent. De manière générale, le SNUipp-FSU rappelle que l'accord du Conseil d'Ecole est un préalable à tout changement d'organisation.

Le SNUipp-FSU estime qu'une réforme des rythmes est nécessaire pour ne pas en rester à la semaine Darcos à laquelle, avec d'autres organisations telles le Snudi-FO et la FCPE, il s'était opposé en 2008. Cette nouvelle réforme doit concilier réussite des élèves et amélioration des conditions de travail des enseignants. Un cadrage national est

indispensable tout en laissant des possibilités de calendriers dérogatoires comme il en existait avant 2008. Les activités périscolaires doivent être assurées pour tous les élèves sur tout le territoire avec les financements nécessaires afin de respecter les principes de qualité, d'égalité et de gratuité.

Le SNUipp-FSU rappelle aussi son attachement au statut de fonctionnaire d'Etat des enseignants. Aucune des missions de l'école ne doit être transférée aux collectivités locales notamment dans le cadre de *l'acte III de la décentralisation*.

Alors que le budget 2014 est en train d'être voté, l'investissement pour le primaire est insuffisant. Les postes créés, hors formation initiale, suffiront juste à absorber la hausse démographique.

Concrètement, la priorité au primaire affichée par le gouvernement n'est absolument pas vécue au quotidien. C'est d'ailleurs le message porté hier par la section de l'Essonne qui participait à la délégation reçue au ministère : nous avons rappelé la situation historiquement dégradée de l'Essonne (E/C le plus fort de France, P/E parmi les plus faibles de même que le taux de scolarisation des moins de 3 ans, ...) et souligné que cette rentrée était la pire jamais vécue vue la nouvelle dégradation desdits indicateurs.

Nous avons aussi insisté sur les difficultés de mise en place des nouveaux rythmes dans l'Essonne, autant par la non prise en compte des avis des enseignantEs dans les communes passées en force que sur les répercussions sur le temps scolaire, la vie de l'école et les conditions de travail des collègues. Enfin, nous avons évoqué la nécessaire amélioration des relations hiérarchiques au sein de notre administration, la fin des injonctions et des contrôles tatillons et l'importance de l'expression de la confiance de notre hiérarchie envers les enseignants.

Pour le SNUipp-FSU, une vraie refondation doit d'abord porter sur une réelle amélioration des conditions de travail des enseignantEs et des élèves.

Par conséquent, le SNUipp-FSU appelle avec à un mouvement de grève nationale le jeudi 5 décembre 2013 pour :

1. **Une autre réforme des rythmes.** Remise à plat partout où les écoles le demandent. Pas de généralisation en 2014 : suspension et ouverture immédiate de discussions pour écrire un nouveau décret des temps scolaires
2. **Un budget ambitieux pour la transformation de l'école :**
 - une baisse des effectifs par classe
 - un renforcement des RASED par des créations de postes et des départs en formation

- une montée en charge du plus de maîtres que de classes
- un renouveau de la formation continue des enseignants
- un alignement de l'ISAE sur l'indemnité du second degré
- des mesures concrètes pour l'éducation prioritaire avec une réduction du temps d'enseignement pour les PE comme pour les professeurs du collège

3. L'amélioration des conditions de travail :

- du temps pour travailler en équipe : 3 h hebdomadaires libérées, une amélioration des décharges de direction pour le fonctionnement de l'école
- respect de la professionnalité des enseignants : fin du caporalisme et des injonctions